

10 défis pour une France libre

*"Mon pays ce n'est pas la France,
c'est la France libre"*

Romain Gary

**DEBOUT
LA RÉPUBLIQUE**

— LES NOUVEAUX GAULLISTES —



10 DÉFIS POUR UNE



Après deux ans d'exercice du pouvoir, la majorité est au milieu du gué. Forte de quelques succès mais affaiblie par les incertitudes qui pèsent sur sa démarche et sur le sens de son action, elle est comme placée sur une ligne de crête qui va en se rétrécissant.

Sécurité, justice, diplomatie, défense, politique de la famille, sécurité routière et même réforme des retraites : à chaque fois que le gouvernement a été clair dans ses objectifs et qu'il s'est donné les moyens de les atteindre, au prix parfois d'efforts difficiles, il a obtenu l'approbation et le soutien des Français.

A l'inverse, quand il a semblé perdre son cap, manquer de volonté politique ou écorner le pacte républicain, il a rencontré une vive opposition, au point de se heurter à une impopularité grandissante et d'essuyer deux sanctions électorales.

Parce que la majorité se trouve aujourd'hui au milieu du gué, que la France ne peut plus se permettre une nouvelle expérience socialiste, il y a urgence à mettre en perspective et en cohérence l'action de la majorité.

Nos compatriotes sont prêts à fournir des efforts au service du pays à condition d'en comprendre le sens et d'en retirer, à terme, les fruits.

A nous qui exprimons la sensibilité gaulliste et républicaine de la majorité d'apporter le supplément d'âme qui manque tant aujourd'hui à l'action politique.

FRANCE LIBRE

Retrouver un volontarisme politique au service du plus grand nombre, poser la primauté de l'intérêt national et réaffirmer le sentiment d'appartenance collective sont indispensables pour réussir le redressement du pays. Pour obtenir les résultats que les Français attendent, il est urgent de prendre à bras le corps les problèmes qui minent le pays, sa force économique, sa cohésion sociale, son identité.

Debout la République a identifié dix défis concrets à relever, pour mobiliser les Français et leur rendre espoir.

Après trente ans de fausses promesses, de compromis boiteux et d'atermoiements stériles, n'est-il pas temps de prendre au sérieux les Français en leur proposant une voie réaliste et ambitieuse entre la démagogie et la résignation, les deux facettes du déclin national ?

Ces dix défis s'ordonnent autour de trois grandes ambitions avec lesquelles nous voulons voir renouer la France :

- L'ambition d'une nouvelle citoyenneté.
- L'ambition d'un nouveau pacte économique et social.
- L'ambition d'un nouvel esprit de conquête scientifique et culturelle.

Bien évidemment
Nicolas Dupont-Aignan

Priorité à l'école, à la maîtrise de l'immigration, aux services publics et à l'aménagement du territoire

Des citoyens en sécurité et instruits, capables d'affronter la vie professionnelle, partie prenante de la communauté nationale et assurés d'un accès égal aux services collectifs fondamentaux, sont le premier ciment d'une République rétablie sur ses bases et sûre de ses valeurs.

Depuis 2002, le gouvernement n'a pas ménagé sa peine dans de multiples domaines et il a marqué des points, notamment dans le rétablissement de l'ordre régalien. Pourtant, il n'est pas toujours allé assez loin et assez fort.

▣ **L'école de la République** continue à se débattre dans une lancinante crise d'identité à laquelle les conclusions de la Commission Thélot risquent, hélas, de ne pas apporter de réelle solution. Or, le contenu de la future loi d'orientation scolaire qui en procédera pour une large part sera décisif.

▣ **L'immigration** clandestine et tolérée n'est pas contenue, malgré les graves et évidentes difficultés qu'elle pose à la cohésion nationale (plus de 300 ghettos communautaires recensés par les Renseignements généraux dans la France de 2004 !).

▣ **Les services publics**, élément central du pacte national depuis la Libération, partent en lambeaux sous l'effet conjugué d'un certain conservatisme syndical et d'un engouement irréfléchi pour la dérégulation bruxelloise.

▣ **L'aménagement du territoire**, enfin, a cessé contre tout bon sens d'être une priorité nationale pour laisser la place à une décentralisation aux allures féodales.

Dans ces quatre domaines, Debout la République appelle à un vrai changement de cap et propose des remèdes concrets.

rétablir la double vocation de l'école des savoirs

L'école de la République connaît un réel désarroi. Si elle a su relever le défi de la massification, elle n'est pas parvenue à faire accéder tous les élèves aux savoirs fondamentaux (15% des élèves à l'entrée de sixième ne savent pas lire correctement) ni à leur offrir une orientation efficace et motivante (60 000 d'entre eux sortent du système éducatif sans diplôme).

Pourtant, le débat public continue de se concentrer sur la question des moyens – c'est la logique du « toujours plus » – ou de l'organisation – c'est l'enjeu de la décentralisation de certains personnels – alors qu'il faudrait d'abord redéfinir la vocation de l'école.

Cette vocation est double : offrir à chaque élève la voie de son épanouissement personnel et de son insertion dans la collectivité, garantir au pays des jeunes capables d'affronter l'économie de demain.

Pour relever ce double défi d'ordre personnel et collectif, l'Education nationale doit conforter les enseignants dans leur mission. Libérons-les des tâches qui ne relèvent pas de leur rôle en recrutant les personnels de santé et de surveillance indispensables au suivi des jeunes en difficulté. Recentrons l'institution sur la transmission des savoirs, en rétablissant l'autorité des professeurs sur les élèves (en leur donnant, par exemple, le dernier mot sur les décisions de redoublement).

Quant aux élèves, ils doivent pouvoir bénéficier d'un suivi personnalisé, c'est-à-dire d'un soutien efficace pour sortir de la spirale de l'échec scolaire. Chaque élève doit savoir lire, écrire et compter en sortant de l'école élémentaire. Chaque élève, grâce à une orientation choisie et non imposée, doit sortir du système éducatif avec une formation.

et des formations qualifiantes

NOS PROPOSITIONS

▣ Restaurer l'autorité des enseignants :

- faire respecter la laïcité dans tous les domaines de la vie scolaire,
- recruter le personnel non enseignant (infirmiers, surveillants, psychologues, personnels administratifs) qui permettra aux enseignants de se concentrer sur leurs missions d'instruction,
- donner le dernier mot aux enseignants sur les décisions de redoublement,
- revoir la formation des enseignants en réformant les IUFM,
- conditionner le versement des allocations familiales à l'assiduité scolaire.

▣ Offrir à chaque élève un parcours individualisé :

- généraliser le soutien scolaire pour l'apprentissage des savoirs fondamentaux et redéployer les horaires à leur profit,
- aménager avec les communes le temps post-scolaire pour la découverte d'activités sportives ou socioculturelles,
- offrir plus tôt une orientation professionnelle qualifiante, réformer le collège unique,
- ouvrir des classes d'apprentissage du français pour les primo-arrivants,
- relancer les classes d'enseignement renforcé pour permettre à chacun (notamment aux élèves d'origine modeste) de se présenter à armes égales aux concours des grandes écoles – plutôt que de laisser se propager la « discrimination positive ».

Maîtriser l'immigration, lutter contre les

Sécurité, justice, défense, diplomatie : le gouvernement a engagé une politique de restauration de l'autorité de l'Etat et de rayonnement de notre pays sur la scène internationale, approuvée par les Français parce qu'elle est claire dans ses objectifs et conforme à nos valeurs nationales.

Mais cette politique demeurera incomplète tant que nos politiques de l'immigration et de la nationalité d'une part, de l'aide aux pays en voie de développement d'autre part, n'auront pas été profondément réformées. **Car aujourd'hui, sur les deux rives de la Méditerranée, les peuples n'acceptent plus de perdre leur identité. Les uns, en raison d'une immigration incontrôlée et irrégulière qui alimente le racisme. Les autres, en raison du départ des forces vives de leur pays.**

A Debout la République, nous voulons changer radicalement ces politiques :

- **Appliquer la loi** : en matière d'immigration, les lois actuelles sont peu ou mal appliquées, malgré les efforts récents du ministère de l'Intérieur. Or, maîtriser l'immigration c'est d'abord faire respecter la loi en matière de reconduite à la frontière, de répression du travail clandestin et du contrôle à nos frontières, au besoin en usant des dispositions dérogatoires du traité de Schengen.
- **Changer la loi** : mais il faudra aller plus loin. Il convient en effet de réviser notre politique globale d'immigration en instaurant des quotas par pays et par secteur professionnel, de restreindre le regroupement familial aux étrangers ayant passé plusieurs années sur notre sol et étant autorisés à y rester (contre engagement de renoncer à la polygamie, au contrôle social des filles, à la primauté du religieux sur les lois de la République...) et mettre un terme aux mariages de complaisance qui provoquent des drames humains et sociaux inextricables.
- **Faciliter l'assimilation des étrangers francisés et de leurs enfants** : pour les étrangers installés de longue date en France et bien insérés, l'acquisition de la nationalité française serait marquée par une cérémonie civique. L'assimilation des enfants d'immigrés passe bien sûr par le respect des lois et des valeurs de la République. Mais elle implique aussi de lutter plus effica-

nationale : **discriminations et renforcer l'aide au développement**

cement contre les discriminations « au faciès » qui menacent la cohésion nationale et donnent des arguments à tous ceux qui se tournent vers la délinquance ou le communautarisme ethno-religieux. C'est pourquoi la République doit rejeter toute forme de « discrimination positive », qui nourrit le mirage du communautarisme et creuse en réalité les fossés identitaires.

► **Aider le développement des pays d'émigration** : il faudra enfin assurer le développement des pays émergents. Réforme des règles de commerce international pour aider au décollage économique, programmes d'accès à l'énergie et à l'eau, création d'un droit d'accès aux médicaments..., car l'aide à ces pays doit d'abord servir à assurer leur propre développement et non simplement à leur maintenir « la tête hors de l'eau ».

NOS PROPOSITIONS

- ▣ **Rétablir les contrôles aux frontières en vertu des dispositions dérogatoires du traité de Schengen,**
- ▣ **lutter contre toutes les formes d'immigration irrégulière en modifiant la loi : travail clandestin, mariage blanc, fraude à la sécurité sociale,**
- ▣ **conditionner le droit de séjour au respect des règles : obligation de scolarisation des enfants, interdiction de la polygamie, apprentissage de la langue française,**
- ▣ **assurer l'élévation sociale de chacun par l'école et l'insertion professionnelle en rejetant toute forme de « discrimination positive »,**
- ▣ **concentrer l'aide au développement sur l'accès à l'eau, à l'électricité et aux médicaments et accroître son montant dans le cadre de transfert des savoirs entre des entreprises françaises et des acteurs locaux,**
- ▣ **lier l'ouverture commerciale des pays riches à l'élévation des droits sociaux dans les pays pauvres.**

III- **Le défi des ... services publics :** **Réformer pour sauver, pas pour démanteler**

Les services publics se meurent de l'opposition frontale et complice entre les libéraux, de gauche comme de droite, qui rêvent de se débarrasser de la gestion publique jugée « irréformable », et les syndicalistes « orthodoxes » qui refusent toute évolution sous le prétexte de prétendus « avantages acquis ».

Il est pourtant urgent de sortir de ces réformes avortées ou de ces privatisations qui n'ont d'autre but que de boucler le budget de l'Etat, car la crise des services publics désespère les Français et fait perdre à la France l'un de ses atouts aux yeux mêmes des investisseurs internationaux.

Pour sauver les services publics de leur lente mais irrémédiable agonie, nous voulons les réformer avec pour seule ambition de retrouver l'esprit qui a présidé à leur création : l'efficacité au service de l'égalité sociale et territoriale.

Première étape : redéfinir, en fonction des besoins actuels des Français, le périmètre des services publics, leur mode de propriété comme leur gestion. Alors nous pourrions déterminer ceux qui devraient être privatisés (comme le transport aérien), « nationalisés » (les transports publics locaux par exemple) ou être délégués à une entreprise sous le contrôle renforcé des pouvoirs publics (comme l'eau potable).

Deuxième étape : réaffirmer les devoirs des services publics, au premier rang desquels la continuité (ce qui suppose l'instauration d'un service garanti) et la péréquation territoriale et sociale qui sont la contrepartie de leurs prérogatives, notamment de leur situation de monopole.

Troisième étape : déterminer pour chaque service public les objectifs de long terme en fonction desquels devront se décliner les actions : investir dans les transports publics pour diminuer la pollution et offrir un service supplémentaire aux habitants, investir dans les énergies renouvelables et le nucléaire pour produire une énergie propre et pas seulement bon mar-

ché. Les critères sociaux, environnementaux, territoriaux assignés par la collectivité au fonctionnement des services publics peuvent modifier leur dimension économique. La collectivité doit exiger un fonctionnement à moindre coût tout en assumant, par exemple, le maintien pour des motifs d'aménagement du territoire, d'une ligne SNCF déficitaire.

On ne pourra néanmoins rien faire sans desserrer l'étau bruxellois qui conduit les services publics à la française au démantèlement. A cet égard, la résolution adoptée par le Parlement européen début 2004, comme le projet de « constitution » européenne, n'augurent rien de bon.

NOS PROPOSITIONS

- ▣ **Lancer des états généraux des services publics chargés de déterminer le périmètre et le mode de gestion de ces services. En fonction de leurs conclusions, privatiser, nationaliser ou déléguer la gestion des entreprises concernées,**
- ▣ **instaurer le service garanti,**
- ▣ **garantir la même qualité de service public sur l'ensemble du territoire,**
- ▣ **sanctuariser les services publics à vocation non marchande en pratiquant, si besoin est, la politique de la chaise vide face à nos partenaires européens.**

IV- ***Le défi de ... l'aménagement du***

Corriger les dérives de la décentralisation et relancer

La politique d'aménagement du territoire, c'est-à-dire l'intervention de l'Etat pour amoindrir les inégalités entre territoires et lancer dans les régions les chantiers d'intérêt national, constitue un ciment traditionnel de l'unité et de l'identité nationales. Mais depuis vingt ans, la mode est désormais à la décentralisation.

Or, si cette dernière répond à un réel besoin, apportant davantage de souplesse et de rapidité dans la mise en œuvre ou la gestion de certaines actions publiques, elle favorise aussi la résurgence de féodalités coûteuses pour le contribuable et peu compatibles avec l'exigence d'égalité de tous devant la loi.

Aujourd'hui, nous voulons promouvoir un nouvel équilibre entre un Etat rénové et des collectivités locales démocratisées car rationalisées.

Le transfert de nouvelles compétences doit obligatoirement s'accompagner d'une clarification institutionnelle (avec la suppression d'un échelon et le recours au référendum d'initiative locale) **et financière** (avec l'affectation d'un impôt à chaque collectivité et la péréquation des recettes entre elles, la limitation des financements croisés).

L'Etat, quant à lui, doit refonder sa politique d'aménagement du territoire, contrepoids et complément de la décentralisation, pour assurer à tous les territoires un niveau défini de services et d'infrastructures publics (liaison routière et ferroviaire, lutte contre la fracture numérique, aides ciblées au développement économique, lutte contre le dépeuplement de certains territoires...).

territoire :

une vraie politique de cohésion territoriale

NOS PROPOSITIONS

▣ Pour clarifier la décentralisation :

- suppression d'un échelon de collectivité,
- élection au suffrage universel des intercommunalités,
- allocation plus juste de la taxe professionnelle et affectation d'un impôt à chaque collectivité.

▣ Pour relancer l'aménagement du territoire :

- lancement d'un programme exceptionnel d'infrastructures (achèvement du programme autoroutier, lancement d'un plan « train », canaux et surtout liaisons numériques) en affectant une partie des redevances des sociétés d'autoroutes (plutôt qu'en les privatisant),
- relocalisation en régions des structures publiques dont la présence à Paris n'est pas nécessaire,
- création d'une franchise fiscale pour favoriser l'implantation d'entreprises dans les zones défavorisées.

Priorité à l'emploi, au logement pour tous et à une vraie politique de la famille

La cohésion républicaine est inconcevable sans une cohésion sociale qui permette à chaque citoyen de s'épanouir professionnellement à la mesure de ses capacités, de mieux vivre grâce à son travail, de se loger décemment et de fonder une famille.

Depuis les chocs pétroliers et le naufrage de la politique de relance socialiste tentée entre 1981 et 1983 à contre-courant de la conjoncture internationale, la France s'est interdite toute politique d'expansion économique, s'acharnant contre tout bon sens dans la voie d'un inefficace traitement social du chômage et d'une répartition de la pénurie de richesses (35 heures) plutôt que dans la création de nouvelles.

La persistance du chômage de masse, conjugué à une action réformatrice perçue (souvent à juste titre) comme une politique de moins-disant social (au nom de l'Europe et de la mondialisation), a depuis lors gravement creusé les inégalités, alimenté un climat sans précédent de crainte envers l'avenir et creusé un profond divorce entre l'entreprise et les Français, au point qu'une part croissante d'entre eux souhaitent que leurs enfants se mettent professionnellement à l'abri en intégrant la fonction publique.

Parallèlement, la capacité des Français à se loger et à avoir les enfants qu'ils veulent s'est dégradée en conséquence, pesant à son tour sur l'activité économique et le financement par la collectivité des régimes de protection sociale.

L'actuelle majorité a sans aucun doute pris la mesure de ces enjeux gigantesques mais ne s'est pas vraiment donné les moyens d'y répondre, hésitant face à l'ampleur des déficits, aux contraintes européennes et à la défiance chronique d'une opinion publique qui ne s'en laisse plus compter.

Le front de **l'emploi** reste très difficile, le chômage ayant à nouveau atteint les 10% malgré le retour de la croissance, la précarité ne cessant de s'étendre aux salariés les plus fragiles.

Les difficultés de **logement** s'aggravent de jour en jour, l'immobilisme irresponsable des années passées se conjuguant à la flambée des prix immobiliers.

La **famille**, malgré les mesures courageuses du gouvernement, reste tributaire de politiques d'autant plus insuffisantes que la morosité économique ne cesse de repousser la fondation du foyer, ce qui ne permet plus à la France de renouveler ses générations.

Emploi, logement, famille, c'est un véritable sursaut que les Français attendent de leurs élus. Debout la République avance, sur un terrain où soi-disant « tout a déjà été essayé », quelques propositions ambitieuses. Plutôt que de céder à la suicidaire tyrannie de la rentabilité immédiate, DLR pose le préalable d'un développement économique et social au service de l'Homme.

V- **Le défi de ... la croissance et de Replacer le salarié et la création de richesse au cœur**

En l'espace d'une génération, l'économie française est passée d'une économie semi-protégée où dominaient les entreprises familiales à une économie mondialisée où règnent les grandes firmes, instable à la fois pour les entreprises, soumises désormais à la tyrannie de la rentabilité immédiate, et pour les salariés, soumis à la pression du moins-disant social.

Si nous partageons avec la majorité le souci d'une économie libérée de ses entraves, nous voulons favoriser l'émergence d'un nouveau pacte économique et social qui, dans une société des savoirs, doit nécessairement replacer le travail au cœur de son projet et réconcilier efficacité économique avec justice sociale.

► Osons la participation des salariés à l'intéressement, au capital et aux décisions de l'entreprise, pour leur offrir un juste retour de leurs efforts en même temps qu'elle offre à l'entreprise une fidélisation de ses collaborateurs et une plus grande stabilité face à un actionnariat trop souvent volatil. Parallèlement osons réformer en profondeur la fiscalité du patrimoine (ISF, droits de succession) à la condition que cet argent soit réinvesti dans le secteur productif ou dans des fonds de capital-risque.

► Pour la vigueur de nos entreprises, l'emploi et la sauvegarde de notre système de protection sociale, ayons le courage de réformer radicalement notre système de prélèvements obligatoires par la création d'une TVA sociale qui remplacerait progressivement les cotisations sociales. Aujourd'hui, le financement de notre protection sociale, assis uniquement sur les salariés,

l'emploi : de l'entreprise

pénalise l'emploi et la compétitivité de nos entreprises tout en favorisant les importations des entreprises de pays à faible coût de main-d'œuvre et protection sociale inexistante. Ces charges agissent un peu comme des droits de douane tournés contre nous-mêmes ! Avec des prélèvements sociaux assis sur l'ensemble des produits et services consommés en France, les importations financeraient notre protection sociale dans les mêmes conditions que les produits fabriqués sur le territoire national. Parallèlement, les produits français libérés de ces charges à l'exportation seraient à nouveau concurrentiels.

NOS PROPOSITIONS

- ▣ **Substituer progressivement aux charges sociales la TVA sociale pour asseoir notre protection sociale sur l'ensemble des biens consommés et non plus sur les seuls biens produits en France,**
- ▣ **généraliser la participation dans l'entreprise pour associer davantage les salariés aux fruits de leurs efforts et donner une plus grande stabilité à l'actionnariat,**
- ▣ **favoriser le retour des richesses en France par une réforme de la fiscalité du patrimoine (droits de succession, ISF...) en contrepartie d'un investissement accru dans l'économie française,**
- ▣ **assouplir résolument les 35 heures pour permettre aux salariés de gagner davantage s'ils travaillent plus,**
- ▣ **créer une allocation de retour à l'emploi pour que la reprise d'une activité professionnelle soit profitable pour l'individu comme pour la collectivité,**
- ▣ **inciter davantage le secteur bancaire à financer les TPE / PME,**
- ▣ **instaurer un RMA en faveur des collectivités publiques,**
- ▣ **supprimer les allocations aux chômeurs qui refuseraient de manière répétée les offres de l'ANPE,**
- ▣ **engager un audit général de la fonction publique et lancer une restructuration pluriannuelle des administrations publiques pour mettre fin aux gaspillages et ne pas procéder à des réductions brutales et aveugles d'effectifs qui sont contre-productives.**

VI- **Le défi du ... logement**

Concrétiser enfin ce droit vital

Le logement constitue le premier budget des Français. Avec l'alimentation et l'habillement, il constitue un bien de première nécessité. L'insuffisance du parc actuel comme son coût est le motif principal de paupérisation d'une partie de la population, tandis que d'autres, Français et étrangers, profitent de cette situation pour spéculer sur la pierre.

Parallèlement, le défi du logement appelle une réflexion sur l'aménagement du sol : aux excès d'une urbanisation verticale dont on mesure aujourd'hui les coûts sociaux et financiers, a succédé les excès d'une urbanisation horizontale, par tache d'huile, fort consommateur d'espace, éloignant toujours davantage les zones d'habitations des zones d'emplois, multipliant les temps de transport.

Pour Debout la République, il est urgent de trouver un nouvel équilibre et de redonner une priorité nationale au logement.

► **la construction** : la France manque de logements. Pour encourager la construction, il faut réaffecter une partie de l'épargne collective et offrir à nouveau les déductions fiscales sur les intérêts d'emprunt ;

► **la propriété** : aujourd'hui, 55% des Français sont propriétaires et tous les autres rêvent de le devenir. Avec le rachat des logements par leurs locataires à des conditions préférentielles, fixons-nous l'objectif de deux tiers de propriétaires dans dix ans ;

► **un logement social de qualité** : en même temps qu'il favorise la mixité sociale, le rachat des logements par leurs locataires donnera aux bailleurs sociaux les moyens financiers dont ils manquent pour construire de nouveaux logements. Cet effort n'a de sens qu'à la condition de mieux contrôler l'attribution des logements, de favoriser leur rotation et de faciliter les procédures d'expulsion à l'encontre de ceux qui « pourrissent » la vie d'un quartier ;

► **l'accès au premier logement** : un effort spécifique pour l'accès au logement des jeunes doit être fait. Pour les jeunes qui ne bénéficient pas de caution, nous proposons la création d'un fonds de garantie. Pour les jeunes qui ne bénéficient pas de l'apport financier nécessaire à l'acquisition d'un bien, nous proposons la généralisation des prêts à 30 ans et, surtout, l'abaissement des droits de succession lorsque cette dernière sert à l'achat d'une habitation.

NOS PROPOSITIONS

- ▣ Pratiquer un taux de TVA réduit pour l'acquisition de la résidence principale,
- ▣ instaurer une déduction fiscale sur le montant des intérêts d'emprunts, généraliser les prêts à 30 ans pour relancer la construction,
- ▣ offrir sous conditions aux investisseurs privés le statut de loueur professionnel social,
- ▣ permettre le rachat par les locataires de leur logement (en calant le remboursement de l'emprunt sur le montant du loyer) et réduire le montant des droits de succession pour favoriser l'accession à la propriété, la mixité sociale et la relance du logement social,
- ▣ créer un fonds de garantie se portant caution pour l'accession au premier logement des jeunes,
- ▣ encourager l'occupation et la rénovation des logements anciens ou traditionnels des zones en recul démographique dans le cadre de la politique d'aménagement du territoire.

VII- **Le défi de ... la famille**

Contre la fausse fatalité du déclin démographique,

Dans une société tout entière tournée vers la recherche du bonheur personnel, il est de bon ton de déstabiliser la famille qui constitue pourtant l'un de ses premiers socles.

Qu'il est aujourd'hui difficile et pénalisant de fonder une famille, d'avoir des enfants ou de s'occuper de ses parents !

Pour notre part, nous voulons conforter la famille car elle est le premier lieu de l'épanouissement individuel, de la solidarité intergénérationnelle, de la stabilité sociale et du développement économique, parce qu'elle répond au désir d'enfants des Français en même temps qu'elle concourt au dynamisme, à la capacité d'innovation de notre pays et – ce n'est pas un aspect à négliger – à la pérennité de nos régimes de santé et de retraite !

Il ne s'agit d'ailleurs pas vraiment d'un choix : le vieillissement démographique de la France la condamne à un lent mais irréversible déclin. Il est donc indispensable de poser comme objectif minimal le renouvellement des générations (2,1 enfants par Française au lieu des 1,9 actuels) et de récuser les idées fausses qui, hélas, trouvent trop souvent asile dans les instituts démographiques nationaux.

Pour aider les Français à construire leur famille, sans qu'elle ne devienne un fardeau trop lourd à porter, nous proposons :

- de revoir la fiscalité des ménages pour prendre davantage en compte la présence d'enfants (et notamment l'arrivée du troisième),
- d'aider la famille à faire face au surcoût lié à la naissance (prêt à taux zéro pour le changement de logement, aide pour l'acquisition d'une nouvelle voiture, baisse de la TVA sur les produits de puériculture...),
- de multiplier les modes de garde des enfants (collective mais surtout individuelle) et de permettre aux parents qui décident d'arrêter leur activité professionnelle de maintenir leur droit à la retraite.

relancer une vraie politique de la famille

NOS PROPOSITIONS

- **Maintenir le droit à la retraite des parents qui s'arrêtent de travailler pour élever leur enfant et rétablir la retraite préférentielle pour les mères de famille nombreuse (dans le public et le privé),**
- **rendre possible la déduction fiscale, dans l'année suivant la naissance d'un troisième enfant (ou plus), pour l'acquisition d'un logement ou d'un véhicule,**
- **abaisser à 5,5% la TVA sur les produits de puériculture,**
- **créer des déductions fiscales (IR) sur les sommes consacrées à l'entretien d'un parent en situation de dépendance (avec majoration de l'APA) ou d'un enfant en situation précaire (étudiant, jeune chômeur),**
- **renforcer la législation du travail pour mieux protéger les femmes enceintes et les parents isolés.**

Priorité à l'innovation technique et industrielle, à la protection de l'environnement et au regain culturel de la France

La France ne doit pas se contenter de gérer, dans le respect de son identité républicaine et avec le souci de l'efficacité économique et sociale, les seules nécessités du présent. Pour être pleinement elle-même, il lui faut aussi inventer un avenir qui mobilise son peuple, lui donne les moyens de son rayonnement et offre au monde un modèle de développement singulier.

Si notre pays est fondé à se défendre pour conserver sa cohésion et son dynamisme dans la guerre économique mondiale, il l'est tout autant à développer des politiques offensives pour continuer à faire la course en tête dans les domaines de l'avenir.

Peinant à faire face aux difficultés immédiates, la France est logiquement déclassée dans les chantiers de l'avenir, vivant dangereusement sur les acquis des grands programmes des années 1960 et 1970, non renouvelés depuis.

Sa **politique scientifique et industrielle**, malgré le sursaut observé par exemple dans le sauvetage d'Alstom, reste insuffisante et incertaine.

Ses efforts en matière **d'environnement** gagneraient à être intensifiés pour ouvrir davantage la voie à un monde débarrassé du spectre du réchauffement climatique.

Son **influence extérieure**, fondée notamment sur sa vitalité culturelle et diplomatique, est en perte de vitesse et nécessite une vraie reconquête.

Debout la République veut voir la France renouer avec l'esprit de conquête qui lui a toujours permis de se dépasser et de se hisser dans le concert des nations.

VIII- **Le défi de ... la puissance**

Engager résolument la France dans les technologies de

Après la révolution industrielle, la France, comme les autres pays du monde, doit réussir une nouvelle révolution technologique. La place de notre pays comme le niveau de vie des Français dépendent largement de notre capacité à nous imposer sur ces nouveaux marchés, notamment en confortant nos champions industriels.

Aujourd'hui le gouvernement hésite entre le « laisser faire – laisser aller » (rachat de Pechiney par le canadien Alcan) et le patriotisme industriel (Sanofi – Synthélabo – Alstom). Pourtant, le déclin de la recherche française et européenne aboutit à l'expatriation aux Etats-Unis de 400 000 chercheurs formés à prix d'or sur notre continent !

Debout la République prône l'élaboration d'une stratégie à vingt ans pour maîtriser les nouvelles filières et accompagner les mutations.

- Le premier défi consiste à déterminer la dizaine de secteurs stratégiques sur lesquels nous disposons d'atouts et qui présentent un fort potentiel de développement (aéronautique, nucléaire, biotechnologies, optique, science de l'environnement, par exemple).
- Le deuxième défi consiste à orienter et adapter notre formation professionnelle aux métiers de demain et à l'économie des savoirs.
- Le troisième défi consiste à mobiliser les moyens financiers et humains, publics et privés, nationaux et européens, pour créer les synergies, concentrer la recherche autour de pôles fortement intégrés à leur environnement économiques et universitaires, imaginer des partenariats avec d'autres pays de l'UE.
- Enfin, tout cela n'a de sens qu'à la condition de conforter nos champions industriels, seuls capables de développer ces filières et d'en commercialiser les produits à l'export.

industrielle

l'avenir

NOS PROPOSITIONS

- **Accroître l'effort de recherche publique et réformer le CNRS,**
- **accroître les moyens et élargir les missions de l'ANVAR,**
- **impliquer davantage les universités et les grandes écoles dans les programmes de recherche,**
- **rendre plus attractives les carrières de chercheurs par une revalorisation des traitements et la nature des contrats,**
- **inciter aux partenariats public/privé dans la recherche et aux rapprochements industriels privés,**
- **instaurer une obligation de formation professionnelle : pour l'entreprise, en y consacrant les moyens financiers, pour les salariés en offrant de leur temps,**
- **rechercher systématiquement des partenariats avec des pays européens pour les projets de grande envergure (défense nationale, moteur à hydrogène...),**
- **permettre à la Banque européenne d'investissement de lancer un emprunt de 150 milliards d'euros intégralement affectés à la recherche et à l'innovation, favorisant les partenariats inter-étatiques et communautaires,**
- **développer massivement dans les administrations le système LINUX et favoriser son essor dans le grand public.**

Parce que la planète n'est pas jetable, faire de

Pollution atmosphérique, bouleversement des climats, montée des eaux, disparition prévisible de milliers d'espèces ; voici quelques-uns des effets du cataclysme environnemental que nous prédisent les scientifiques pour le milieu du XXI e siècle, c'est-à-dire demain à l'échelle de l'écosystème.

Plutôt que de réagir face à ces prévisions, pour tenter autant que faire se peut d'éviter le pire, la plupart des pays de la planète, au premier rang desquels les Etats-Unis, n'imaginent nullement faire évoluer leurs modes de production et de consommation.

La situation deviendra explosive quand les pays émergents (plus du tiers de la population mondiale vit en Chine et en Inde) auront besoin d'exploiter davantage les ressources pour assurer leur développement (eau, électricité, transports) alors que les pays riches poursuivront leur quête du confort (climatisation, tourisme...).

Parce qu'elle s'inscrit dans le long terme, sert l'intérêt général (et même l'intérêt ultime du genre humain) et nécessite un volontarisme politique, la protection de l'environnement est au cœur des préoccupations de Debout la République. Contre les lobbies de tous poils, cela suppose :

- la stricte application du principe de précaution afin d'interdire la généralisation de toute expérience dont les effets n'ont pas été mesurés (OGM !)
- l'édiction de normes plus strictes pour réduire les pollutions (sécurité maritime, production d'énergies propres, limitation des déchets...)
- la réorientation des politiques publiques (choix du transport public plutôt que la route, aide aux économies d'énergie, protection des sites et littoraux...)
- internationaliser le coût écologique des produits polluants ;
- la lutte contre toutes les nuisances (bruit, publicité...)
- un effort particulier en faveur de la recherche dont les découvertes peuvent seules nous sauver d'un bouleversement général.

l'environnement une vraie priorité

NOS PROPOSITIONS

- Favoriser les transports publics en finançant les investissements correspondants par des prélèvements sur les activités et produits polluants,
- accroître l'effort en matière d'énergies renouvelables (notamment éolien et solaire),
- mobiliser la recherche sur les chantiers d'intérêt environnemental majeur (moteur propre ...)
- instaurer des « bonus » d'impôt pour tous les produits ou matériaux économes en énergie (véhicules électriques, chauffe-eau solaire...) et des « malus » pour tous les produits polluants (4x4, avions...),
- fixer des normes plus strictes pour la fabrication et la promotion des produits (limitation de l'emballage, de la publicité...),
- faire de la lutte contre le bruit une vraie priorité nationale.

Accroître l'influence extérieure et diplomatique de

Ne nous y trompons pas : le monde sera multipolaire avec ou sans la France, qui doit plus que jamais accompagner ce mouvement et concourir à son émergence dans les meilleures conditions possibles. La présence de la France dans le monde, une fois sa puissance économique rétablie, passera par la force de sa culture et de son action diplomatique.

La vitalité d'une nation se mesure, en dernier ressort, au rayonnement de sa culture et au dynamisme de son principal vecteur, sa langue. Veiller à ce que le français soit correctement écrit et parlé en France, qu'il demeure la langue unitaire de la République, qu'il tienne son rang dans les instances européennes et internationales, qu'il fédère les pays francophones sur la scène diplomatique pour défendre la diversité culturelle de l'humanité, constitue l'axe prioritaire de toute politique de rayonnement culturel.

Défendre un français dynamique et à l'avant-garde de l'esprit humain, c'est tout d'abord empêcher que les langues et cultures minoritaires ne le concurrencent artificiellement à l'intérieur de l'espace national, avec la bénédiction intéressée des organes bruxellois. Le français est et doit demeurer l'unique langue reconnue par la République.

C'est ensuite vraiment agir pour que sa place internationale soit respectée : la France ne doit plus se contenter d'incantations lorsque le président de la Banque centrale européenne s'exprime délibérément en anglais, lorsque la Commission et le Parlement européen poussent notre langue vers la sortie, ou lorsque les lobbies bruxellois prétendent imposer un brevet communautaire qui creuse la tombe du français technique et scientifique.

D'un point de vue plus offensif, la relance des alliances françaises et la création d'une chaîne mondiale francophone ambitieuse répondraient à une vraie attente parmi les peuples qui rejettent l'hégémonie de l'anglo-américain. De même, il faut d'urgence relancer le grand chantier de la francophonie, élargir le nombre et la qualité de ses intervenants et lancer de nouveaux projets concrets, dotés de moyens à la hauteur de l'enjeu, de nature à faire émerger parmi les peuples une conscience proprement francophone.

Au-delà de la langue, outre la défense de notre exception culturelle (régime des intermittents du spectacle, dont il est urgent de corriger les abus tout en maintenant le principe, préservation de notre art de vivre contre les attaques de Bruxelles et de l'OMC), il y a urgence à rétablir un pôle puissant d'audiovisuel public de qualité. Il faut donc lui allouer des moyens décents (à la hauteur de ce que font les Allemands et les Anglais), supprimer la redevance, décroïsonner ses personnels et lui permettre à terme de jouer un rôle important dans la production d'œuvres cinématographiques.

Parallèlement au sursaut culturel, la France doit redéployer ses moyens diplomatiques et militaires.

Il est urgent que la France cesse de borner son horizon à une construction européenne

extérieure :

la France

réductrice et, en son sein, à une alliance exclusive et obligatoire avec l'Allemagne, dont les non-dits sont au final contre-productifs pour les deux pays. De fait, l'exemple de l'Irak a amplement démontré que la voix de la France pouvait être plus forte en dehors de la logique de la PESC et il faut saluer le courage du chef de l'Etat d'avoir su ouvrir une brèche dans la culture du consensus mou face aux Etats-Unis. Ainsi, libérée du « complexe de Bruxelles », la France pourrait mieux que jamais renouer avec sa politique étrangère traditionnelle de non-alignement systématique sur quiconque (à commencer par les Etats-Unis), promouvoir sa vision d'un monde multipolaire et humanisé. Le renforcement de notre action extérieure en faveur de la francophonie, le développement d'une politique pan-latiniste, la densification de nos réseaux d'information économique pour favoriser les exportations de nos PME-PMI (réforme des DREE), le resserrement des liens avec la nouvelle Russie, la mise sur pied d'une vraie aire de coopération en Méditerranée et la relance de nos liens avec les pays du Sud, pourraient être alors engagés.

A l'appui de cette diplomatie résolument mondiale, la France devra mettre à niveau son outil de défense, lancer l'EADS naval, trouver des partenaires pour sauver son industrie d'armement terrestre et augmenter son effort financier en faveur de l'équipement des armées et de l'entretien d'une réserve à la hauteur de leurs besoins.

NOS PROPOSITIONS

- **Défendre plus fermement le français en France et dans les instances internationales, rejeter le brevet européen, pratiquer la politique de la chaise vide face aux entorses bruxelloises,**
- **favoriser la modernisation de la langue française à l'instar Québec,**
- **rétablir un secteur audiovisuel public de qualité en supprimant la redevance et en le dotant de moyens à la hauteur,**
- **défendre plus fermement l'exception culturelle et sauver le régime des intermittents du spectacle en luttant prioritairement contre les abus commis par les grandes structures,**
- **relancer le réseau de l'alliance française et des lycées français à l'étranger,**
- **lancer une vraie chaîne d'information mondiale francophone, soutenir davantage RFI et l'AFP,**
- **densifier le réseau diplomatique de la francophonie, accroître ses actions et ses moyens,**
- **développer une politique pan-latiniste,**
- **redéployer nos alliances européennes et mondiales en appliquant la doctrine de non-alignement,**
- **créer une réelle aire de coopération méditerranéenne,**
- **remettre sur ses jambes notre industrie de défense (EADS naval, sauvetage de GIAT),**
- **doter les armées des moyens matériels et humains appropriés, renforcer les effectifs de réserve.**

Dix défis pour une France libre

Pour une autre Europe, pour une autre démocratie

Trois ambitions pour la France et dix défis pour les Français... Pour que le pays remédie enfin aux maux du présent et se réapproprie son avenir, il lui faut, au préalable, surmonter deux obstacles de taille : changer l'Europe et changer la démocratie française.

L'Europe s'engage aujourd'hui dans une fuite en avant fédérale au mépris de la liberté des peuples et de l'identité des Nations qui la composent. Le fossé entre les citoyens et la technocratie bruxelloise se creuse à mesure que les décisions leur apparaissent telles qu'elles sont, c'est-à-dire contraires à leurs préoccupations ou à leurs intérêts : banque centrale préférant combattre l'inflation que le chômage, autorisation des OGM contre le principe de précaution, libéralisation des marchés de l'électricité, du gaz, des transports, de la poste, frein au nom de la concurrence à la constitution de champions nationaux, dumping fiscal et social, carnage industriel provoqué par une politique de libre-échange à sens unique, remise en cause du siège et droit de veto de la France au Conseil de sécurité des Nations Unies, menace sur l'industrie cinématographique française, préférence communautaire pour l'immigration extra-européenne plutôt que pour le sursaut démographique, rétablissement du travail de nuit des femmes au nom de l'égalité entre les sexes, encouragement à l'affirmation des régions contre les Etats...

L'entrée de la Turquie et la ratification de la « constitution » européenne, si elles devaient se produire, marqueraient le divorce définitif des peuples avec l'Europe.

Aux antipodes de cette Europe antidémocratique et néo-médiévale qui empêche aux Nations de faire seules des politiques qui ne gênent personne, nous proposons une autre Europe. Une Europe des projets, qui permette de faire ensemble ce que l'on ne peut pas faire seul. Pour remettre l'Europe dans le bon sens, nous formons ces ambitions :

Délimiter l'Europe

➤ Contre l'entrée de la Turquie qui n'appartient à l'Europe ni par son histoire, ni par sa géographie, ni par sa culture, nous préférons proposer à ce pays, comme à ceux qui bordent notre continent (Russie, Proche Orient, Afrique du Nord, ...) un vrai partenariat et une coopération équilibrée, vitale pour l'équilibre du continent et de son environnement proche.

Fixer de nouvelles règles : un traité plutôt qu'une « constitution »

➤ Contre la « constitution » adoptée le 18 juin par les chefs de gouvernement, car elle imposerait à des peuples des politiques dont ils ne veulent pas, nous préférons imaginer une Europe à la carte, associant les pays qui le souhaitent sur des projets ou des politiques : recherche, programmes industriels, défis environnementaux, lutte contre l'immigration clandestine, protection sociale. Avec des institutions nouvelles simplifiées où le principe de subsidiarité sera vraiment défendu, chacun saura ce dont il est responsable.

et... deux préalables :

Humaniser l'Europe

► Nous voulons clarifier l'Europe économique pour que la lutte contre le chômage devienne la priorité et que la concurrence, si elle est louable, n'empêche pas l'émergence des champions industriels dont nous avons besoin face aux autres continents.

Défendre une identité européenne sur la scène internationale

► Au sein de l'Europe comme vis à vis des organismes internationaux et autres pays, nous voulons défendre une spécificité et une identité européennes qui tiennent à la pluralité de ses langues et de ses cultures, aux liens historiques de certains pays européens avec d'anciennes possessions ou encore à son modèle de protection sociale ou de fonctionnement des services publics.

Changer l'Europe est une condition nécessaire mais pas suffisante. Une République plus unie et plus juste, bref fidèle à elle-même, est la condition de la force retrouvée d'une France qui doit relever résolument les défis du temps pour ne pas décliner et accomplir son obligation de grandeur. Mais il n'y aura ni République digne de ce nom ni France à la hauteur de son rang sans le rétablissement préalable d'une véritable démocratie française.

La lente dérive des institutions de la Ve République, prise en tenaille entre la tentation monarchique de la classe politique et le transfert insidieux de notre souveraineté à Bruxelles, a conduit à une des pires crises de la démocratie. Il faut d'urgence y remédier sous peine de retomber dans l'ornière de la gauche ou, pire, de sombrer dans le chaos des extrêmes.

Plutôt que de s'enfermer dans une « constitution » européenne qui couronnera l'idéologie de l'impuissance publique et de continuer à ignorer le vœu majoritaire des Français en cassant le thermomètre électoral (projet de présidentielisation du scrutin législatif), il est indispensable de revaloriser le rôle du Parlement, en instaurant un mandat de négociation pour cadrer l'activité ministérielle dans les arcanes européennes, un statut de l'élu permettant d'ouvrir réellement les mandats électifs à la société civile et en instaurant une dose de proportionnelle pour oxygéner notre démocratie.

Parallèlement, il faudra bien sortir de l'impasse d'un quinquennat qui cadenasait complètement la vie politique nationale, rétrécissant son champ de vision et d'action par une absurde superposition des échéances électorales. Pour épargner à la France une compétition présidentielle permanente, encore pire que celle, pernicieuse, engendrée par la cohabitation, il est indispensable de rallonger le mandat présidentiel à six ans au moins.

Surtout, il faut maintenant mettre en pratique les principes de la démocratie directe et instaurer enfin le référendum d'initiative populaire pour trancher les grands débats de société : 35 heures, réforme de l'école, TVA sociale, Europe doivent être soumis à la consultation des Français pour que la France sorte de la politique des petits pas et s'attelle une fois pour toutes à son redressement.

Pour une autre Europe, pour une autre démocratie

NOS PROPOSITIONS

- ▣ Délimiter l'Europe et proposer un partenariat avec les pays voisins,
- ▣ en remplacement de la constitution, négocier un nouveau traité qui délimite précisément le rôle de l'Europe et celui des Etats, permettre des coopérations à la carte,
- ▣ fixer comme priorité à la Banque Centrale Européenne la lutte contre le chômage plutôt que la lutte contre l'inflation,
- ▣ respecter la diversité des identités nationales qui sont la richesse de l'Europe,
- ▣ instaurer un mandat de négociation pour assurer un réel contrôle du Parlement sur l'activité gouvernementale à Bruxelles,
- ▣ créer un statut de l'élu qui élargisse le recrutement des assemblées,
- ▣ instaurer une dose raisonnable de proportionnelle pour oxygéner la vie politique française,
- ▣ allonger le mandat présidentiel à au moins six ans,
- ▣ créer un référendum d'initiative populaire et plus généralement laisser une plus grande place aux mécanismes de démocratie directe à tous les échelons institutionnels.

POUR NOUS CONTACTER

DEBOUT LA RÉPUBLIQUE

BP 18 - 91330 - YERRES

Tél : 01.69.49.17.37 - 06.84.48.41.54

www.deboutlarepublique.com

courrier@deboutlarepublique.com